

**Déclaration de S.E. M. George Rebelo Pinto Chikoti, Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), relative à la décision du gouvernement japonais de poursuivre son plan de déversement imminent d'eaux de refroidissement contaminées provenant de la centrale nucléaire de Fukushima dans l'océan Pacifique, au milieu de l'année 2023**

17 mai 2023

Au nom des 79 États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), j'exprime ma solidarité avec les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, et me joins à eux pour exprimer notre profonde préoccupation face à la décision du gouvernement japonais de poursuivre son plan de déversement imminent d'eaux de refroidissement contaminées provenant de la centrale nucléaire de Fukushima dans l'océan Pacifique, au milieu de l'année 2023, compte tenu de l'absence de données scientifiques exhaustives garantissant l'absence de conséquences néfastes sur les océans, l'environnement, la santé, et le bien-être des populations du Pacifique.

L'OEACP reconnaît le rôle important que l'océan joue en tant que principale source de moyens de subsistance, d'identité culturelle, et de développement économique pour ses 64 États côtiers membres. Son engagement à cet égard est exprimé dans le *Plan d'action stratégique de l'OEACP pour la pêche et l'aquaculture - 2030*, qui a été adopté par les ministres de l'OEACP en charge de la Pêche réunis à Accra (Ghana) en avril 2022.

En vertu du droit international, le gouvernement japonais a le devoir de prévenir et de lutter contre la pollution marine, et doit dès lors s'abstenir de déverser de manière délibérée et unilatérale des eaux de refroidissement radioactives toxiques, sans égard pour la santé, le bien-être, les moyens de subsistance, les services environnementaux, et les aspirations nationales d'autres États voisins, en particulier ceux qui disposent de ressources limitées et subissent déjà de plein fouet les effets néfastes du changement climatique, de la montée du niveau de la mer, de la perte de biodiversité, et de la pollution des océans.

En ma qualité de Secrétaire général de l'OEACP, j'en appelle au gouvernement japonais pour qu'il sursoie au déversement dans l'océan Pacifique d'eaux de refroidissement contaminées par la radioactivité provenant de la centrale nucléaire de Fukushima, jusqu'à ce qu'il soit établi avec une certitude absolue qu'elles ne présentent aucun danger et ne seront pas nocives pour l'océan et ses écosystèmes, ainsi que pour les pays, les communautés, et les populations dont la vie et les moyens de subsistance en dépendent.

Pour l'OEACP, cette question ne concerne pas que l'océan Pacifique. Elle nous concerne tous en tant que gardiens de la planète bleue. Je suis convaincu qu'une solide volonté politique et un leadership éclairé prévaudront.